



coulée continue coulée continue coulée continue coulée continue coulée continue coulée continue coulée continue coulée continue coulée

éditions
LE FONDS BELVAL

le périodique du fonds belval
no 3/2007

Esch-sur-Alzette

le développement urbain
de la ville d'esch

6 avenue des Hauts Fourneaux
L-4362 Esch-sur-Alzette
tél: +352 26 840-1 fax: +352 26 840-300
fb@fonds-belval.lu www.fonds-belval.lu
ISSN 1719-5319

s o m m a i r e

le développement urbain l'architecte de la ville d'esch	4-9
un eldorado pour les promoteurs?	10-19
un premier immeuble pour des services de l'état	20-25
le grand défi environnement	29-37
l'administration de la gestion de l'eau l'administration de l'environnement	
apocalypse et renouveau	38-45
la galerie schlassgoart.....	46-47



Le projet d'envergure que représente l'aménagement du quartier Belval-Ouest influence fortement le développement de la ville d'Esch-sur-Alzette. L'implantation sur son territoire de la Cité des Sciences aura un impact comparable à l'implantation des usines au début de l'ère industrielle. L'arrivée d'une population nouvelle créera une demande spécifique en matière de logements et d'infrastructures. La Ville d'Esch est prête à saisir cette opportunité. Dans un premier temps, elle a analysé les potentialités d'extension et de réaménagement sur son territoire pour couvrir ses besoins futurs. Ainsi, sont nés des grands projets d'urbanisme et d'architecture pour la ville de demain.

Dans cette édition, nous commençons une série d'articles sur les projets de la Ville d'Esch. Depuis 2001, elle s'est dotée d'un service de développement urbain. Nous avons invité Jean Goedert, l'Architecte de la Ville, à retracer l'évolution et les missions de ce nouveau service et à décrire les projets pour la ville de demain. Dans les prochaines éditions du Magazine, nous reviendrons plus en détails sur certains projets.

Face au projet de Belval, il est intéressant aussi de jeter un regard en arrière et de se remémorer la genèse de la métropole du fer. On se rend alors compte que le développement de la ville, suite à l'implantation des premières usines en 1871, était un incroyable défi pour les responsables communaux. Avec l'accroissement de la population à un rythme accéléré, des grands travaux d'infrastructures sont devenus nécessaires. Mais, à cette époque, la commune ne disposait pas encore du personnel compétent pour accompagner ce processus. Aussi, la mise en place des services et des instruments pour diriger et contrôler le développement urbain ne se faisait pas instantanément.

Quel peut-être l'intérêt pour une administration de l'Etat de s'installer à Belval ? Nous avons posé la question aux directeurs de l'Administration de l'Environnement et de l'Administration de la Gestion de l'Eau qui seront, parmi les premiers, à rejoindre le site. Ils ont volontairement répondu et nous vous présentons leurs témoignages au pages suivantes.

Le Fonds Belval construira un nouveau bâtiment pour ces administrations qui accueillera également la Commission Nationale pour la Protection des Données et les bureaux du Fonds. En 2004, un concours international d'architecture avait été lancé et a eu comme lauréat le bureau luxembourgeois Bruck & Weckerle. Suite aux réflexions du gouvernement concernant une nouvelle politique d'économie au niveau des grands projets de construction, le premier bâtiment administratif à Belval avait été mis en attente. Le projet initial a été remodelé.

Nous vous souhaitons bonne lecture !

L'équipe du Fonds Belval



CONFERENCES D'ARCHITECTURE

Pour donner au public l'occasion de connaître plus en détail l'œuvre architecturale des lauréats de concours et les projets retenus, le Fonds Belval organise une série de conférences d'architecture qui débutera au mois d'octobre 2007. Les premiers invités au rendez-vous seront :

Mercredi 10 octobre 2007

Vum Frust zur Loscht - D'Passioun fir ze bauen - François Valentiny

Le bureau Hermann & Valentiny et Associés a remporté le 2^e prix au concours pour la Maison du Savoir, le premier bâtiment de l'Université à Belval et le premier prix au concours pour le pavillon luxembourgeois à l'Exposition Universelle de Shanghai en 2010. En 1980, François Valentiny et Hubert Hermann ont fondé le bureau à Luxembourg et à Vienne, aujourd'hui Hermann & Valentiny et Associés. Les architectes ont réalisé des projets au Grand-Duché et à l'étranger et ont participé à de nombreux concours. François Valentiny a enseigné à Trèves et à Leipzig.

Mercredi 14 novembre 2007

Bauten und Projekte - Dietmar Eberle

Le bureau Baumschlager - Eberle Architekten est le lauréat du concours pour la Maison du Savoir à Belval. Créé par Carlo Baumschlager et Dietmar Eberle en 1985, le bureau a réalisé des projets internationaux et a participé à des grands concours en Autriche, Allemagne, Suisse, Belgique, Liechtenstein, République Tchèque, aux Pays Bas, en Chine, etc. En 2001, Baumschlager-Eberle Architekten ont été récompensés du World Architecture Award. Depuis 1999, Dietmar Eberle est professeur d'architecture à l'ETH de Zurich.

Mercredi 5 décembre 2007

Build / Unbuild - Christian Bauer

Les architectes Christian Bauer et Associés ont collaboré au projet lauréat de la Maison du Savoir qui sera réalisé à Belval. Le bureau a été créé en 1975 par Christian Bauer. Il a participé à de nombreux concours et a remporté le premier prix pour un bâtiment administratif de la Société européenne des Satellites à Betzdorf, le Musée national d'Histoire et d'Art à Luxembourg et le réaménagement de trois places à Esch-sur-Alzette en association avec Latz + Partner et Pfarré Lichtdesign. Parmi les autres projets réalisés, il faut citer la Banque Indosuez et la Banque Centrale à Luxembourg.

Les manifestations auront lieu à 19h00 au Pavillon Skip, 10 rue Henri Koch (près du rond-point Raemerich) à Esch/Alzette. Parking près du CNFPC. Le Fonds Belval - Info: tél. 26 840 227





Depuis 1985 vous êtes architecte de la Ville d'Esch, comment a évolué ce service ?

Le Service des Bâtiments de la Ville d'Esch a officiellement été créé en 1910, mais, après le départ de R. Van Hulle dans les années 1970, le poste était vacant, la commune n'a pas engagé d'architecte pendant une période de plus de dix ans. Pendant ce temps, la qualité de l'architecture et de l'urbanisme n'avaient pas le devant de la scène, d'autant plus qu'il s'agissait des années du déclin sidérurgique. Quand je suis arrivé en 1985, j'ai dû recommencer à zéro et remettre en place la division. Elle comprenait alors les services architecture, urbanisme et espaces verts sous la tutelle du département des Travaux Municipaux. En 2001, la Ville a créé un service

de développement urbain et engagé un deuxième architecte, M. Luc Everling. Aujourd'hui, le département d'architecture compte environ dix employés, le service du développement urbain doit se contenter de deux collaborateurs, ce qui, face aux grands projets actuels, est insuffisant.

Quelles sont les principales missions du service de développement urbain ?

Tout d'abord, il est important de souligner que le développement urbain concerne tous les domaines de la vie urbaine et qu'une collaboration étroite est requise entre tous les services communaux, ensemble avec les responsables politiques, pour aboutir à un plan de développement cohérent et évolutif.

Le développement urbain

Jean Goedert, Architecte de la Ville d'Esch-sur-Alzette



le projet de la nouvelle Justice de Paix au centre-ville



En fait, le développement urbain a toujours été une préoccupation du service de l'architecte, bien longtemps avant la création d'un service à part entière. Un premier plan de développement urbain a été initié dans les années 1989-1992 et nous avons eu recours à des spécialistes du trafic, de l'aménagement urbain, des espaces verts, dans une approche interdisciplinaire. Dans ce contexte, nous avons déjà entamé des réflexions sur le développement d'espaces qui, aujourd'hui, sont en phase de réalisation, p.ex. les « Nonnewisen », l'entrée au centre urbain « Schlassgaart », les friches industrielles, etc.

Le service de développement urbain accompagne ces grands projets d'urbanisme communaux. Il se partage, en outre, avec les autres services la représentation de la commune dans les commissions étatiques pour l'aménagement des grandes friches, notamment Belval.

Le service s'occupe de la mise à jour du Plan d'Aménagement Général (PAG), de l'élaboration de Plans d'Aménagement Particulier (PAP), de la création et de l'entretien des espaces verts, du mobilier urbain. Actuellement, nous travaillons sur le Plan de développement du quartier du Brill, pour lequel d'importants travaux préparatoires sont en cours.

Quel a été le premier grand projet que vous avez suivi ?

Le premier grand projet était la rénovation de l'ancien Esch. Le quartier « Al Esch » situé aux alentours de la mairie était déjà dans un état vétuste dans les années 1930. La Deuxième Guerre mondiale a empêché la réalisation d'un plan d'assainissement. Ce n'est que dans les années 1960 que le projet est devenu plus concret. L'euphorie économique de l'époque favorisait la genèse de grands projets. Il était prévu de démolir complètement le quartier

et de le reconstruire dans l'esprit de l'architecture et de l'urbanisme moderne d'une grande ville, c.-à-d. avec des bâtiments et des espaces que nous jugeons aujourd'hui surdimensionnés. Le projet n'a pas été réalisé, mais il a été poursuivi sous d'autres prémisses. La crise de la sidérurgie dans les années 1970 a eu des conséquences néfastes pour la ville d'Esch. Certains quartiers se sont délabrés, de nombreux habitants ont quitté la ville pour s'installer dans les communes limitrophes à caractère rural. La rénovation du centre « Al Esch » est alors devenue une priorité, destinée à améliorer la situation urbaine et à redynamiser le centre-ville.

Nous avons réorienté le programme de rénovation urbaine sur la conservation de la structure traditionnelle avec une mixité des fonctions caractéristique des anciens centres urbains : habitat, petit commerce, restauration, services publics et pri-

vés. Le projet maintenait en gros le tracé des rues et menait à la création d'un certain nombre de places publiques, semi-publiques et privées accordant une toute nouvelle qualité de vie urbaine. Quelques maisons anciennes ayant un intérêt architectural furent rénovées. La plupart des bâtiments furent des constructions nouvelles, surtout des logements, par des investisseurs publics, notamment le Fonds du logement, et privés. Cette opération réalisée à la fin des années 1980, même à une distance de vingt ans, peut être considérée comme réussie.

Peut-on parler d'une prise de conscience pour le patrimoine architectural à ce moment-là ?

Oui, sans doute et il faut ici citer le nom de Lucien Steil, un architecte eschois, qui s'est beaucoup investi dans la conservation du patrimoine architectural et urbain de la ville et

à qui nous devons en grande partie la réorientation du projet initial « Al Esch ». Vers 1990, nous avons également fait réaliser un inventaire détaillé du patrimoine architectural de la ville englobant toute la partie du centre incluant l'ancien noyau de village et délimitée par la rue du Canal d'un côté et le bd Kennedy de l'autre côté.

Quel est l'impact de l'aménagement de la friche industrielle de Belval sur le centre-ville d'Esch ?

Belval est une chance et une opportunité unique pour le développement de la ville d'Esch qui n'a plus beaucoup de réserves foncières. C'est surtout l'implantation de l'université et tout ce que cela implique, qui aura un impact énorme, si nous prenons les mesures nécessaires pour créer les liens entre Belval et le centre-ville. Je pense, p.ex., à l'offre en logements adéquats, en

bistrots et en activités culturelles qui pourront attirer la population universitaire au centre-ville. La Ville d'Esch vient d'ailleurs de nommer un coordinateur chargé d'intensifier les liens entre la commune et l'université en vue du futur développement.

En tant que service de développement urbain, nous avons aussi accompagné plusieurs projets destinés à rendre la ville plus attractive. Un concours a été lancé pour le réaménagement de plusieurs espaces publics dont la place devant l'Hôtel de Ville qui vient d'être achevée, la place des Remparts et la place à l'endroit de l'ancienne Synagogue.

C'est le projet de réaménagement du quartier du Brill qui, en vue du développement futur, retient actuellement toute notre attention et que nous présenterons encore en cours de l'année.

ESCH-SUR-ALZETTE LA VILLE DE DEMAIN



La ville de demain ne sera plus une ville isolée, mais la ville pilote de l'agglomération regroupant Sanem, Mondrange et Schifflange. Le premier grand projet, situé dans le contexte de la régénération globale de la région est le développement de Belval-Ouest. Le projet offre de nombreuses solutions de flexibilité qui permettront à terme d'accueillir plus de 5.000 habitants et plus de 20.000 occupants ou utilisateurs quotidiens. Le nouvel ensemble urbain porte sur une surface développée de près de 1,3 millions de m² sur 69 ha constructibles. Une proportion importante (30% des surfaces) est réservée aux espaces verts et places publiques.

La création d'un quartier de la taille de Belval-Ouest influence fortement le développement de la ville-même, qui dispose également de zones d'extension à mettre en œuvre. La Ville d'Esch a d'abord analysé les potentialités des surfaces non-occupées et des surfaces à ré-aménager sur son territoire. Le premier grand projet est le quartier Nonnewisen qui se situe à la périphérie Nord. Il représente la dernière grande réserve foncière communale. Ici, la Ville d'Esch en collaboration avec le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat se proposent de développer un quartier modèle « Habiter dans le Parc » qui prévoit la construction d'un quartier mixte à prédominance habitat pour une population de quelques 1.700 habitants.

Le projet propose des logements modernes se composant de maisons jumelées, maisons atrium, maisons en rangées, lofts, duplex, appartements. Une offre de 9 % de maisons unifamiliales isolées va permettre à la ville d'attirer une clientèle, qui dans les années 1980-1990, s'est installée dans les communes limitrophes. Dans le quartier est également prévu la construction d'une école pour 500-600 élèves et d'un centre de quartier. Des espaces libres de grande qualité et un parc paysager contribueront à créer un cadre attractif.

Six bureaux d'architectes, respectivement, groupes d'études avaient été chargés d'établir un concept urbain portant sur l'aménagement des espaces libres ainsi qu'une proposition pour la première phase de la réalisation d'habitations et du « Parc du Centenaire ».

Le lauréat du concours est le Bureau d'architecture Claus & Kaan (NL) en collaboration avec les architectes-paysagistes BGSV de Rotterdam pour le projet « Stadtgärten ».

Le projet Nonnewisen se développera par phases successives sur un terrain d'environ 30 ha. Ce projet, une fois terminé, deviendra un quartier exemplaire et apportera ainsi une contribution durable au développement de la ville d'Esch.



LES GRANDS PROJETS URBAINS

LES ZONES DE DEVELOPPEMENT

- 1 BELVAL OUEST
- 2 SOMMET - KLEPPEN
- 3 NONNEWISEN
- 4 HENRI DUNANT
- 5 CACTUS - ALTENA
- 6 SCHLASSGOART - BERWART - GARE
- 7 TERRES ROUGES

Les grands projets urbains de la ville d'Esch-sur-Alzette se situent autour de la ville actuelle. La ville de demain ne sera plus une ville isolée, mais une ville pilote de l'agglomération. La vue actuelle, qui s'arrête aux frontières communales, devra également faire place à une vue d'ensemble, vue qui donnera aux divers espaces inter-stitiels une toute autre valeur, une nouvelle qualité de vie.



© COPYRIGHT 2006 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET URBAIN VILLE D'ESCH s/ALZETTE

► SCHLASSGOART

L'entrée en ville, en planification depuis le début des années 1990, prévoit une nouvelle situation au niveau de la circulation qui permet, en même temps, d'accéder au nouveau site Schlassgoart prévu pour accueillir les fonctions technologie, bureaux et habitat. La mise en valeur des étangs et la création d'un espace vert supplémentaire au Schlasspark va donner à la rue de l'Alzette un cadre de verdure.

► CENTRE VILLE, BERWART

Un autre grand projet est la revalorisation du centre-ville. Ce projet, en cours de réalisation, comprend un nouvel accès au centre, un parking sous la place de l'Hôtel de ville, le réaménagement des espaces urbains et la construction de la nouvelle Justice de Paix à l'emplacement de l'ancienne maison Massard.

► LA NOUVELLE GARE

Le projet du réaménagement de la gare va compléter les travaux au centre-ville: réaménagement et utilisation des espaces libres des deux côtés de la gare ainsi que liaison piétonne par ascenseur et par passerelle avec le parc du Galgenberg actuellement coupé de la ville par le chemin de fer.

► « LENTILLE » TERRES ROUGES

Le dernier grand projet en cours de planification est la réaffectation des friches industrielles Terres Rouges. Ce projet revêt une importance particulière, au vu de sa situation à proximité immédiate du centre-ville, de sa situation à cheval sur le territoire luxembourgeois et français et de sa situation prédestinée à créer une liaison urbanistique au Sud de la ville avec le nouveau quartier Belval-Ouest.

Un *Eldorado* pour les promoteurs ?

La mainmise de la commune d'Esch-sur-Alzette sur le développement architectural et urbain au début de l'ère industrielle



anciennes maisons avec usoirs, nouvel aménagement de rue avec trottoirs

Suite à l'implantation des usines sidérurgiques sur son territoire à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, le village d'Esch-sur-Alzette est devenu une ville industrielle. Comptant 1.231 habitants en 1830, il est passé à 29.369 en 1930. Cette évolution progresse par phases suivant le rythme d'expansion des usines, c.-à-d. suivant la conjoncture de la sidérurgie. L'industrie débarque dans l'agglomération rurale pour en bouleverser complètement le mode de vie. Ne disposant ni du personnel, ni des outils nécessaires pour intervenir sur le développement, pendant longtemps, les autorités communales étaient, apparemment, plutôt dépassées par les événements. En matière d'architecture et d'urbanisme, c'est au début du XX^e siècle que les responsables communaux commencent à mettre en place les services nécessaires pour prendre le devant sur l'aménagement de la ville.



le village d'Esch vers 1870 dominé par l'église St. Jean

Le plan cadastral de 1842 et le plan d'implantation de lanternes dressé vers 1905 illustrent parfaitement le début de la transformation urbaine. En 1842, le village est encore intact. Il s'inscrit dans une forme ovale suivant les anciens remparts du Moyen-Age qui ont été démolis au XVII^e siècle. Au Sud, il est délimité par l'Alzette. La trame formée par quelques rues transversales et perpendiculaires ainsi que le petit parcellaire irrégulier caractérisent l'agglomération pré-urbaine.

Le bourg se compose de fermes du type Lorrain - maisons d'habitation et dépendances agricoles contiguës -, de petites maisons d'artisans, de commerçants ou de journaliers et de quelques maisons de notables. Au milieu du village, point

culminant de la topographie, se trouvent l'église avec le cimetière et la place où se tient le marché. En dehors du village est implanté l'ancien château des Seigneurs d'Esch, entouré par des fossés alimentés par les eaux de l'Alzette et, à proximité, le moulin du château.

L'agglomération est reliée à quatre grands axes : Luxembourg – Audun-le-Tiche – Kayl – Belvaux. L'extension du noyau s'amorce : un nouveau quartier est né sur la rive droite de l'Alzette en direction de Kayl, les premières maisons se dressent en face du château.

C'est la mise en service du chemin de fer à partir de 1860 avec la ligne Bettembourg-Esch et l'implantation en 1871 de

deux usines sur le territoire de la commune d'Esch qui marquent le départ d'un développement extraordinaire. Grâce aux nouveaux employeurs attirant de nombreux ouvriers du plat pays et sur tout de l'étranger, mais aussi des cadres et employés, la population aura presque triplée en une seule décennie pour atteindre un peu plus de 6.000 habitants en 1880.

Parallèlement, quelques changements significatifs ont eu lieu à l'intérieur du village. L'implantation, en 1863 de la première maison communale à l'emplacement de l'actuelle mairie a favorisé le développement du noyau vers le Sud et le déplacement de l'ancien centre commercial. Le marché hebdomadaire a été transféré sur la place devant la mairie en 1874. Dans la partie Nord, le cimetière situé derrière l'ancienne église a été transféré vers le lieu dit Thiergarten (rue du Fossé) et une nouvelle église a été consacrée en 1877.

Le noyau éclate

Le plan pour l'implantation de lanternes reflète l'évolution d'Esch jusqu'en 1905 quand elle compte déjà près de 12.000 habitants. Le plan reproduit l'état des lieux avant la couverture de l'Alzette qui sera achevée en 1906 pour les festivités qui célèbrent le statut de ville. La construction sur la rive droite de l'Alzette a considérablement augmenté. L'implantation de la gare du chemin de fer a favorisé le développement du village en direction Sud-Ouest. En prolongation des rues existantes naissent les axes nouveaux, aujourd'hui rue Large - rue de la Gare et rue des Remparts - rue de la Libération. Le réseau routier s'est élargi aussi à la périphérie, nous distinguons p.ex. la rue du Charbon et en prolongation la rue des Prés, future rue du X Septembre, puis la rue qui prendra le nom du Brill, se démarquant par l'alignement régulier des bâtiments. Le long des grandes axes, la construction s'est également intensifiée.

le noyau éclate: plan d'implantation de lanternes vers 1905



le quartier Hiehl né avec l'usine des frères Brasseur

L'implantation de l'usine de Belval de 1909-1912 fait encore croître le taux d'augmentation de la population qui se développe de 15.000 à près de 24.000 habitants. Cette croissance a un impact direct sur le tissu urbain qui devient plus dense, surtout autour de la rue de l'Alzette, du quartier du Brill et à proximité du portail de Belval-usine où la société industrielle Gelsenkirchener Bergwerks A.G. construit des grandes cités ouvrières et des maisons pour cadres.

La menace d'épidémies

L'essor économique grâce à l'industrie a fait de la localité d'Esch – comme d'ailleurs des autres bourgs du bassin minier –, un Eldorado pour les promoteurs de construction. Le développement rapide de la localité depuis 1871 pose des problèmes majeurs aux responsables communaux qui n'ont pas encore de services techniques à leur disposition¹. Quand les règlements sont encore imprécis, il règne une ambiance de Far West, les constructions sans autorisations ne sont pas rares. Aussi, la qualité des bâtisses laisse souvent beaucoup à désirer et la commune se voit contrainte

d'adapter les règlements concernant l'hygiène publique et les règlements de construction.

Dans sa séance du 21 janvier 1896, le conseil communal arrête un règlement concernant les baraquements en bois qui illustre les conditions d'hygiène dans certains lieux, notamment les sites d'exploitation minière où les ouvriers étaient logés dans des baraques : « Lorsque le collège des bourgmestre et échevins sera informé qu'il existe des enclos, maisons, logements ou habitations, qui, par le mode de leur construction, par leur état de délabrement, de malpropreté, de vétusté, par défaut d'aérage, d'eau potable, d'écoulement des eaux, par l'encombrement des habitants, par le défaut d'existence ou d'entretien des latrines ou pour toute autre cause quelconque, sont de nature à compromettre la santé et la sécurité des habitants, il fera dresser procès-verbal de l'état des lieux par un agent de la police locale ». En effet, les conditions sanitaires qui n'étaient déjà pas satisfaisantes avant la construction des usines, deviennent rapidement désastreuses et la commune est bien consciente des dangers qui guettent, comme l'épidémie du Choléra en 1866

Esch/Alzette Vue générale - Totalansicht



la mise en service du chemin de fer à partir de 1860 et l'implantation en 1871 de deux usines sur le territoire d'Esch marquent le départ d'un développement extraordinaire

en avant-plan la nouvelle gare de 1880, au fond l'usine des frères Brasseur



la croissance de la ville exige une adaptation des instruments de contrôle technique

qui avait fauché une partie de sa population. C'est précisément cette épidémie qui a rendu attentif aux problèmes existants et qui a motivé les responsables communaux à réagir.

Confort et nécessité : les infrastructures techniques

Le développement de la ville nécessite de grands projets d'infrastructure urbaine : la canalisation, l'alimentation en eau, gaz et électricité, le nettoyage des rues, l'enlèvement des ordures. La mise en place de tous ces services et infrastructures s'étend sur de nombreuses années. Faute d'expériences et de compétences au niveau local, il est intéressant de noter que les responsables communaux s'adressent tôt ou tard à des spécialistes étrangers pour établir des concepts d'infrastructures et des plans d'aménagement. Elles semblent, de plus, avoir une préférence pour des bureaux allemands.

Vers 1870, la commune commence à construire les premiers égouts, mais ce n'est que vingt ans plus tard, vers 1890, qu'elle y procède de façon plus poussée. Encore au début du nouveau siècle, il

subsiste d'importants problèmes non résolus et vers 1910, les élus font appel à un bureau spécialisé allemand qui propose un système moderne avec séparation des eaux pluviales et ménagères. L'enlèvement des déchets est entrepris vers 1890, toutefois, à en croire l'ingénieur de la ville suivant un mode de collecte peu satisfaisant qui restera en fonction jusqu'à dans les années 1930².

Une très nette amélioration est l'alimentation en eau qui est réalisée endéans deux ans. Vers 1883³, le Conseil communal charge l'ingénieur Koelvel de Zweibrücken de l'établissement d'un projet de distribution d'eau qui est mis en service en 1885. A la même époque est entamé l'assainissement par le recouvrement de l'Alzette. Il faut savoir que les alentours de la rivière sont marécageux. Ce sont, en fait, des zones non constructibles au départ, qui entravent non seulement le développement urbain, mais occasionnent également des problèmes au niveau de l'hygiène.

Quant à l'électricité, c'est la Compagnie Générale Electrique de Nancy qui construit une usine et un réseau d'éclairage électrique inauguré en 1900⁴. Pour

l'éclairage public, par contre et pour d'autres utilisations, la commune fait installer une usine à gaz mise en service en 1899.

La croissance permanente de la ville exige une adaptation des infrastructures mises en place, un contrôle de la construction au niveau technique et esthétique. Vers le début du XX^e siècle, les responsables communaux renforcent les mesures concrètes pour intervenir sur l'évolution architecturale et urbanistique. Le premier pas important est la nomination, en 1901, d'un architecte communal en la personne de Paul Flesch (1870-1955)⁵ et en 1910 est mis en place un service des bâtiments. Les services du génie et du géomètre suivront un peu plus tard, en 1912 et 1913.

L'architecte Paul Flesch, aussi membre actif du Syndicat d'initiative et d'Embellissement, joue un rôle-clé dans le développement urbain de la ville d'Esch⁶. Dans le quartier du Brill, il fait dévier l'Alzette et projette une rue bien large avec deux places publiques, l'une au niveau de l'actuelle rue de la Libération et l'autre à l'extrémité de la place du Brill⁷. Si la rue de l'Alzette a été réalisée suivant ses intentions, le reste de son plan allant jusqu'au

boulevard du Prince Henri, a soulevé beaucoup d'opposition puisqu'il prévoyait l'expropriation de nombreux riverains. Avec le soutien du syndicat d'initiative, Paul Flesch a, par ailleurs, contribué largement à l'embellissement de la ville par la plantation d'arbres et surtout la création du parc public au Galgebierg.

Des instruments pour maîtriser le développement architectural et urbanistique

Pour contrôler, voire diriger le développement urbain, il faut disposer des instruments appropriés. Déjà en 1872, la commune d'Esch s'était dotée d'un plan général d'alignement qui avait été approuvé par Arrêté Royal-Grand-Ducal le 1er octobre de la même année⁸, en 1878 elle avait arrêté des nouveaux règlements sanitaires. Mais, à l'entrée en service de l'architecte communal, le règlement de construction en vigueur est très sommaire, il n'y a pas de plan d'alignement, « on construit à tort et à travers, sans autorisation »⁹. En matière de création de rues, le règlement de 1900 donne le droit à des privés pour construire des rues nouvelles. Certaines voies portaient même temporairement le nom de leur constructeur,

gaz, eau et électricité : la ville installe le confort moderne



comme p.ex. la rue (Alfred) Lefèvre, future rue du Brill, et la rue (Joseph) Wester.

La rapidité du développement de la ville mène à une situation intolérable. La voirie ainsi créée n'est guère satisfaisante : « Nicht nur die Qualität der Arbeit liess oft in mancher Hinsicht zu wünschen übrig, auch die gesamte Anlage der Strasse in Profil und Linienführung musste sich meistens den Interessen der betreffenden Unternehmer unterordnen. Dass hierbei dann vielfach recht primitive Strassenanlagen entstanden, ist nicht weiter verwunderlich¹⁰. »

Les nouveaux règlements

Grâce à l'architecte au service de la commune, le règlement sur les bâtisses édité en 1900 est remanié en 1910. Si le règlement de 1900 se limite encore à exiger une autorisation de construire sans en déterminer les conditions exactes, à partir de 1910 on dispose d'un outil plus performant prenant en compte aussi bien la sécurité que la salubrité et l'esthétique de la construction urbaine. Ce règlement détermine la hauteur des bâtiments qui dépend de la largeur de la rue : 10 m au maximum dans une rue de 8 m ; 12 m au maximum dans une rue dépassant 12 m. Pour des voiries plus larges, les constructions sont limitées à 17 m sauf sur des places publiques où elles peuvent atteindre jusqu'à 22 m. Le règlement formule aussi des prescriptions concernant les toitures, tourelles et avant-corps de bâtiments qui peuvent être suspendues s'il s'agit d'immeubles à caractère monumental ou de villas. La couverture des toitures avec du bois, de la chaume ou d'autres matériaux inflammables est défendue.

Aussi, le nouveau règlement sur la création de rues de 1913, établi sur initiative de l'ingénieur communal, introduit un changement important pour remédier aux abus du passé. Il réserve à la commune le droit exclusif de créer une nouvelle rue. Les frais sont répercutés sur les riverains. Il est évident que cette procédure, au début, n'est que difficilement acceptée par les propriétaires.

Les plans d'alignement et d'extension

L'insuffisance des instruments et informations de base - le plan cadastral n'a pas été actualisé depuis longtemps -, pousse la commune également à commencer un levé des voiries et à établir de nouveaux plans d'alignement par un géomètre allemand

vers 1905¹¹. En même temps un technicien eschois est chargé de relever des repères de nivellement. Toutefois, quand, en 1910, la commune donne le feu vert à la société Städtereinigung und Ingenieurbau A.G. de Wiesbaden pour établir un plan général de canalisation et d'assainissement de la ville, il s'avère que les travaux réalisés sont restés sommaires et incomplets et il faudra encore du temps pour parvenir à une base de données valable.

En 1911, la même société de Wiesbaden est chargée d'établir un plan général d'extension de la ville. Ce plan n'a cependant pas beaucoup d'impact. Les quartiers actuels du Brill, Uecht et Delhoeh situés à la périphérie de l'ancien noyau du village se sont développés sans plan d'ensemble - le tissu irrégulier en témoigne -, et par ailleurs, le plan établi par la société allemande reste très schématique¹².

L'élaboration de plans d'alignements, la création de règlements, l'établissement d'un plan d'extension de la ville témoignent des tentatives de diriger l'évolution urbanistique. Ces opérations se sont avérées difficiles et n'ont pas toujours obtenu les résultats escomptés, mais elles ont été nécessaires et indispensables pour le développement futur.

Du village à la ville : émergence de nouveaux besoins et de nouveaux styles

40 ans après l'implantation des premières usines et à la veille de la Première Guerre mondiale, Esch a changé complètement d'allure : le bourg rural relativement paisible est devenu une petite ville avec de nombreux chantiers en cours, une ville pleine de contrastes.

Au centre, une architecture à caractère urbain commence à s'imposer, on remarque le tracé régulier des nouvelles rues, l'alignement des constructions. Les rues sont dotées de revêtements et de trottoirs. La rue de l'Alzette assume déjà son rôle comme la plus importante artère commerciale, les maisons gagnent en hauteur et en largeur, la façade, au décor de plus en plus exubérant, devient une enseigne publicitaire.

La population n'a pas seulement augmenté, mais sa composition a fondamentalement changé. Une nouvelle bourgeoisie d'affaires s'est installée à Esch, les directeurs d'usine, les ingénieurs, les techniciens. Les sociétés industrielles leur construisent des logements dignes de leur position, des

grandes maisons de maître, comme p.ex. dans la rue de Luxembourg. A cette époque, ils s'installent encore à proximité des usines, mais à l'écart des quartiers ouvriers qui se composent de maisons modestes, souvent surpeuplées.

C'est vers la fin du XIX^e siècle que les sociétés industrielles commencent à construire aussi les premiers logements pour leurs ouvriers, p.ex. au Katzebiert, puis, un peu plus loin est réalisée une véritable cité composée de maisons pavillonnaires. Avec la construction de l'usine de Belval de 1909-12, apparaît un nouveau type de lotissement inspiré de la cité-jardin.

De part leur structure, quelque soit le modèle, les cités ouvrières se démarquent très nettement dans le tissu urbain.

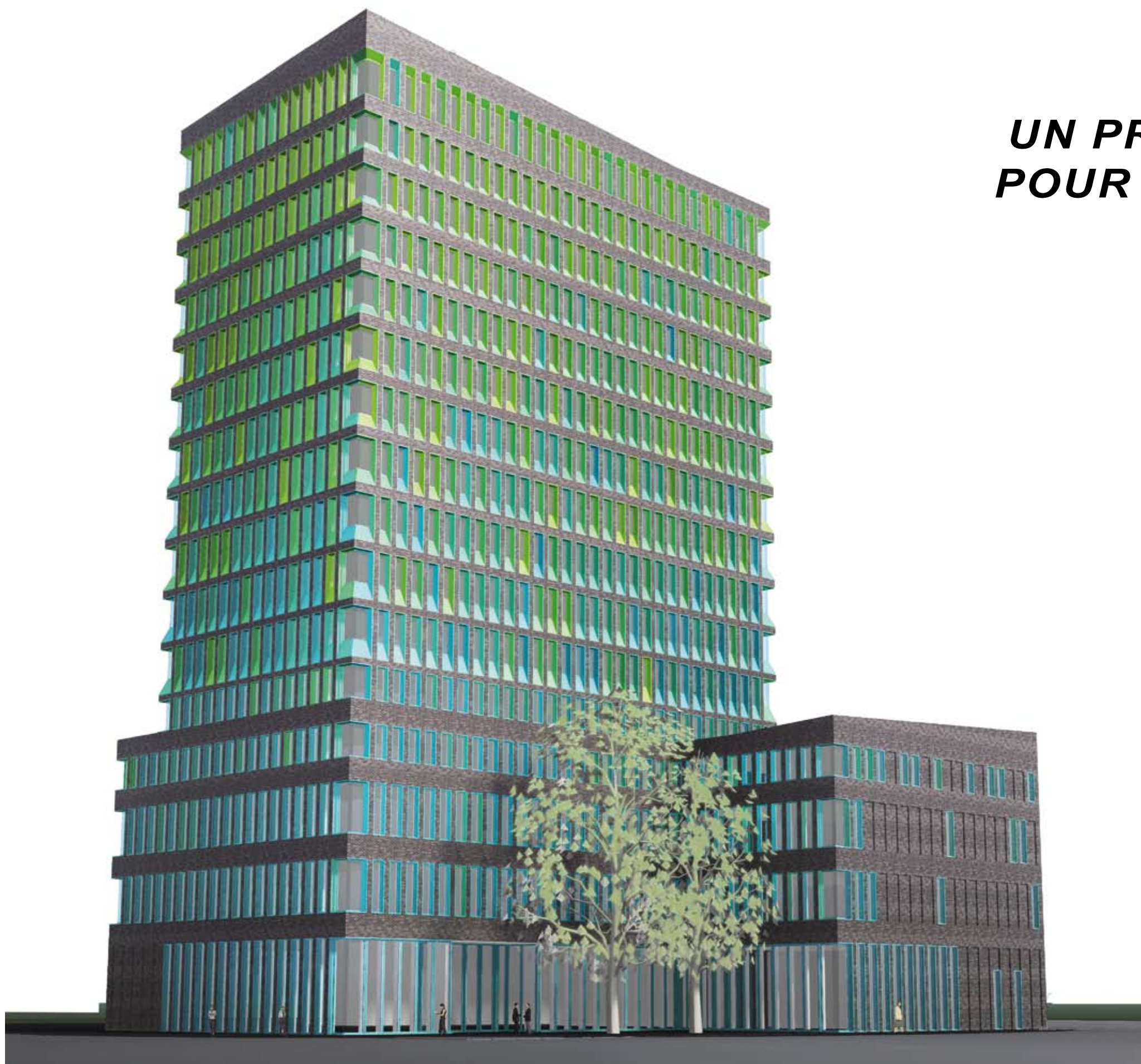
La commune a également une influence considérable sur le développement urbain par les immeubles qu'elle construit. L'augmentation rapide de la population a engendré la nécessité d'investir dans des bâtiments administratifs comme l'Hôtel de ville (1863 à l'actuel emplacement, 1909-10 rue de l'Alzette) et techniques comme l'abattoir, des églises - une église catholique, un temple protestant et une synagogue -, mais aussi des écoles primaires et professionnelles.

Les besoins générés par l'essor économique et les nouveaux habitants de la ville ont fait apparaître d'autres typologies de bâtiments, des nouveaux styles de vie, d'architecture. Nous y reviendrons plus en détails dans une prochaine édition du Magazine.

¹ Schengen Paul, Le plan, l'extension urbaine et l'organisation foncière de la ville d'Esch-sur-Alzette, dans: La Ville d'Esch de 1839-1939, Esch-Alzette 1940, p. 59 ² J.-P. Nuël, Le service des travaux d'Esch-sur-Alzette. Son origine, son développement, dans: La Ville d'Esch, p. 48 et suiv. ³ idem p. 54 ⁴ Jean Weisgerber, Distribution électrique, dans : La Ville d'Esch, p. 71 et suiv. ⁵ Scuto Denis, Paul Flesch. Architecte de la ville et bâtisseur de sa liberté, dans : 100 Joër Esch 1906-2006, Ville d'Esch-sur-Alzette (éd.), Esch-sur-Alzette 2005, p. 61. ⁶ Mais il a été renvoyé par le conseil communal comme architecte de la Ville en 1910, cf. Scuto, p. 66 ⁷ Paul Flesch, Marcel Proost, Le syndicat d'initiative d'Esch-sur-Alzette, dans : La Ville d'Esch, p. 152 et suiv. ⁸ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette / Rues no 2 / 831 ⁹ Flesch, Proost, p. 152 ¹⁰ Stadt-Ingenieur Wachtel: Vorschläge für den Ausbau neuer Strassen. Esch-Alzette 20. Dezember 1912 - Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette. Règlements nouvelles rues II, 821-32. ¹¹ Schengen, p. 59 ¹² Schengen, p. 61

la rue de l'Alzette: une architecture à caractère urbain et une nouvelle offre commerciale





UN PREMIER IMMEUBLE POUR DES SERVICES DE L'ÉTAT À BELVAL

Le concours pour le premier bâtiment administratif a eu lieu au début de l'année 2004. 12 candidats avaient participé, la palme a été attribuée aux architectes Brück et Weckerle. Le projet a été suspendu temporairement suite aux réflexions du gouvernement concernant les mesures d'économie à prendre jusqu'à la fin de l'année 2006.

Entre-temps, les futurs occupants de l'immeuble ont été désignés. L'Administration de l'Environnement, l'Administration de la Gestion de l'Eau, la Commission Nationale pour protection des données ainsi que le Fonds Belval en seront les prochains locataires.

Remis sur le métier par les architectes, le projet a évolué pour couvrir les besoins spécifiques des futurs occupants. Du simple immeuble administratif, il a muté en un immeuble administratif et technique comportant notamment de nombreux laboratoires scientifiques performants en vue des analyses dans le domaine environnemental. La proximité de ces deux grandes administrations et de la recherche scientifique sera un atout majeur.

Le Gouvernement luxembourgeois a lancé, dans le cadre de sa politique d'aménagement du territoire, un vaste programme de décentralisation en créant trois pôles administratifs, le premier restant la ville de Luxembourg, un second pour le Nord du pays dans l'agglomération Ettelbrück-Diekirch et un troisième pour le Sud à Esch-sur-Alzette.

Il s'agit dans cette démarche, de régionaliser certains services de l'État selon leurs domaines de compétences et des activités qui en découlent pour rapprocher les services des publics concernés et d'autre part, répartir les activités des services de l'État sur l'ensemble du territoire et revaloriser ainsi les différentes régions du Luxembourg. Le développement de Belval sera l'un des maillons de cette stratégie.

C'était bien dans ce contexte que s'inscrivait le concours pour le premier bâtiment administratif que l'État

entendait réaliser sur la friche de Belval et qui était destiné à accueillir certaines activités publiques sur le nouveau site de Belval-Ouest. Encore fallait-il désigner les futurs occupants de l'immeuble.

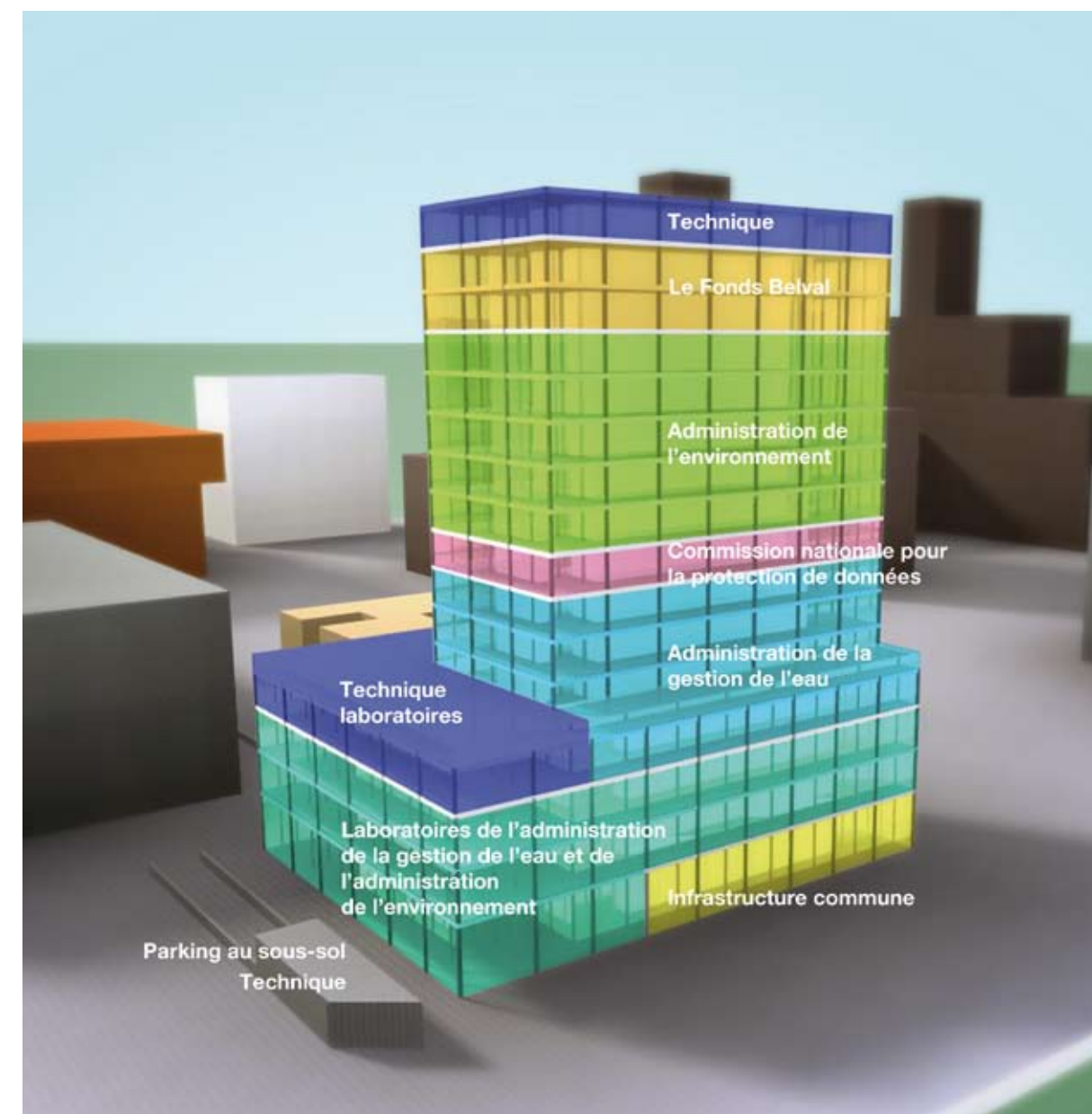
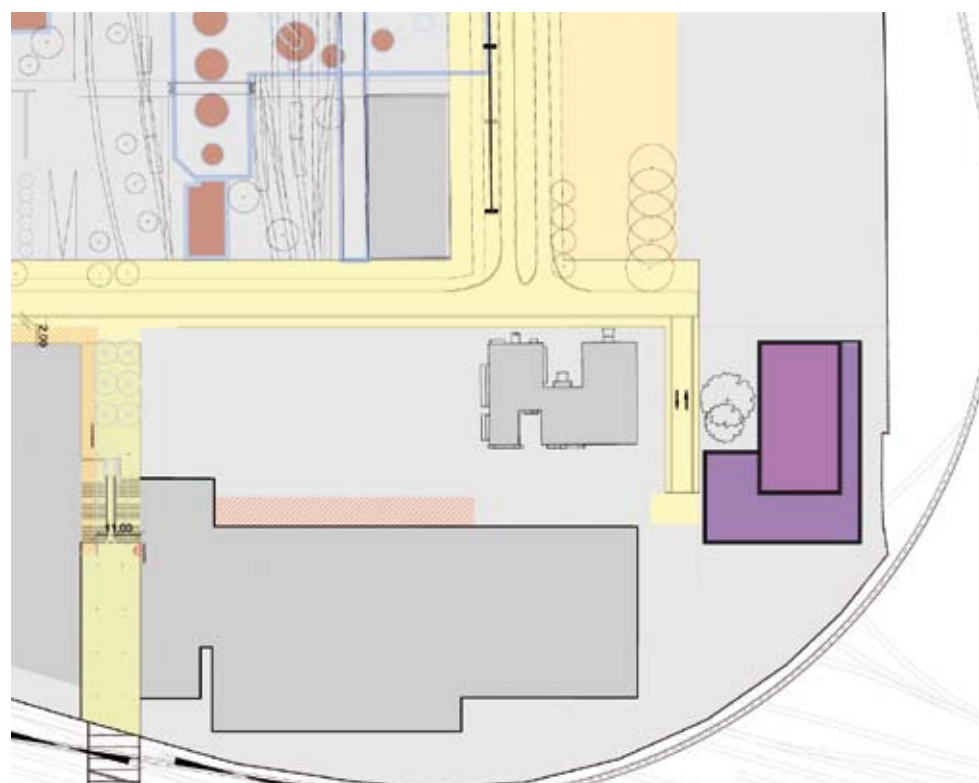
Finalement, le choix s'est porté sur d'une part, l'Administration de l'Environnement et d'autre part l'Administration de la Gestion de l'Eau. Deux grandes administrations actives dans des domaines complémentaires. Ceci plaide en faveur de leur regroupement géographique pour induire des synergies et des échanges dans leurs activités professionnelles. Par ailleurs, la proximité de l'Université du Luxembourg et plus particulièrement de la Faculté des Sciences Naturelles et des Centres de Recherche qui sont actifs dans ces mêmes domaines, a appuyé cette décision. Ce n'est donc pas une décision opportuniste dans la mesure où seuls les besoins pressants en surfaces et équipements auraient été à la base, mais bien

une décision stratégique qui vise le regroupement des compétences environnementales disponibles sur un même site.

Deux autres locataires occuperont le bâtiment : la Commission nationale pour la protection des données créée en 2002 qui a pour mission de protéger les données personnelles des citoyens et enfin le Fonds Belval.

Depuis le concours, le projet a donc évolué. Les futurs occupants ont été choisis, leurs besoins ont été définis. Cela ne fut pas sans impact sur le projet initial orienté exclusivement vers des besoins en surfaces administratives alors que pour les deux administrations d'importantes surfaces techniques, notamment des laboratoires scientifiques, sont nécessaires. Le projet a donc dû être retravaillé en conséquence pour répondre aux besoins spécifiques des locataires.

implantation du bâtiment



Le bâtiment administratif sera implanté sur un terrain situé à la lisière Sud-Est de la Terrasse des Hauts Fourneaux, à proximité immédiate des hauts fourneaux. Le terrain a une superficie totale de 3.000 m².

Situé à l'angle de la Terrasse des Hauts Fourneaux, le premier bâtiment administratif réalisé à Belval pour les services de l'État sera un élément urbain remarquable aussi bien pour la Terrasse des Hauts Fourneaux elle-même que pour une

extension future du site Belval vers l'Est, en direction de la ville d'Esch-sur-Alzette. Il s'inscrit par la hauteur de sa partie basse dans le plan urbain des immeubles avoisinants, notamment le Centre de Musiques Amplifiées et le bâtiment du siège de la société de développement Agora, alors que la partie haute avec ses 60 mètres délimite visuellement la Terrasse des Hauts Fourneaux vers le Sud, dans le paysage transfrontalier.

Dans l'éventualité d'une extension future du quartier Belval vers l'Est, il représente par sa volumétrie le point de départ d'un nouveau développement urbain significatif. De par sa situation urbaine et de par sa dimension, il sera une borne indélébile du site et contribuera ainsi à la signalisation du lieu dans le paysage environnant.

Son implantation sur le terrain et sa nouvelle configuration permettront de conserver

les deux platanes existants, arbres d'une facture certaine, afin de réaliser un espace public convivial et une situation d'entrée de l'immeuble à caractère urbain. Le projet originaire faisait fi de cette option. Les alignements de la construction sont ajustés sur l'immeuble de l'ancienne direction des hauts fourneaux: un des derniers vestiges du site industriel datant de 1912 qui est devenu le siège de la société de développement Agora.

Le nouveau bâtiment est composé de deux volumes distincts, un socle sur lequel repose la tour, haute de 60 mètres. Dans le socle sont essentiellement logés les laboratoires de l'Administration de la Gestion de l'Eau et de l'Administration de l'Environnement, ainsi que certaines infrastructures communes, notamment les accès aux étages, une grande salle de conférences, modulable selon les besoins, ainsi qu'une cafétéria. Ces locaux peuvent être utilisés par tous les locataires de l'immeuble.

Les laboratoires scientifiques, qui sont réservés aux deux administrations environnementales, sont situés aux premier et second étages du socle de l'immeuble. Ce sont des locaux à haute technologie équipés entre autres d'une climatisation performante pour garantir des conditions environnementales conformes aux exigences des procédures d'analyses prescrites par les instances d'agrégation ; des installations spéciales pour les gaz de laboratoires qui impliquent la mise en oeuvre de mesures de sécurité poussées. Les laboratoires seront

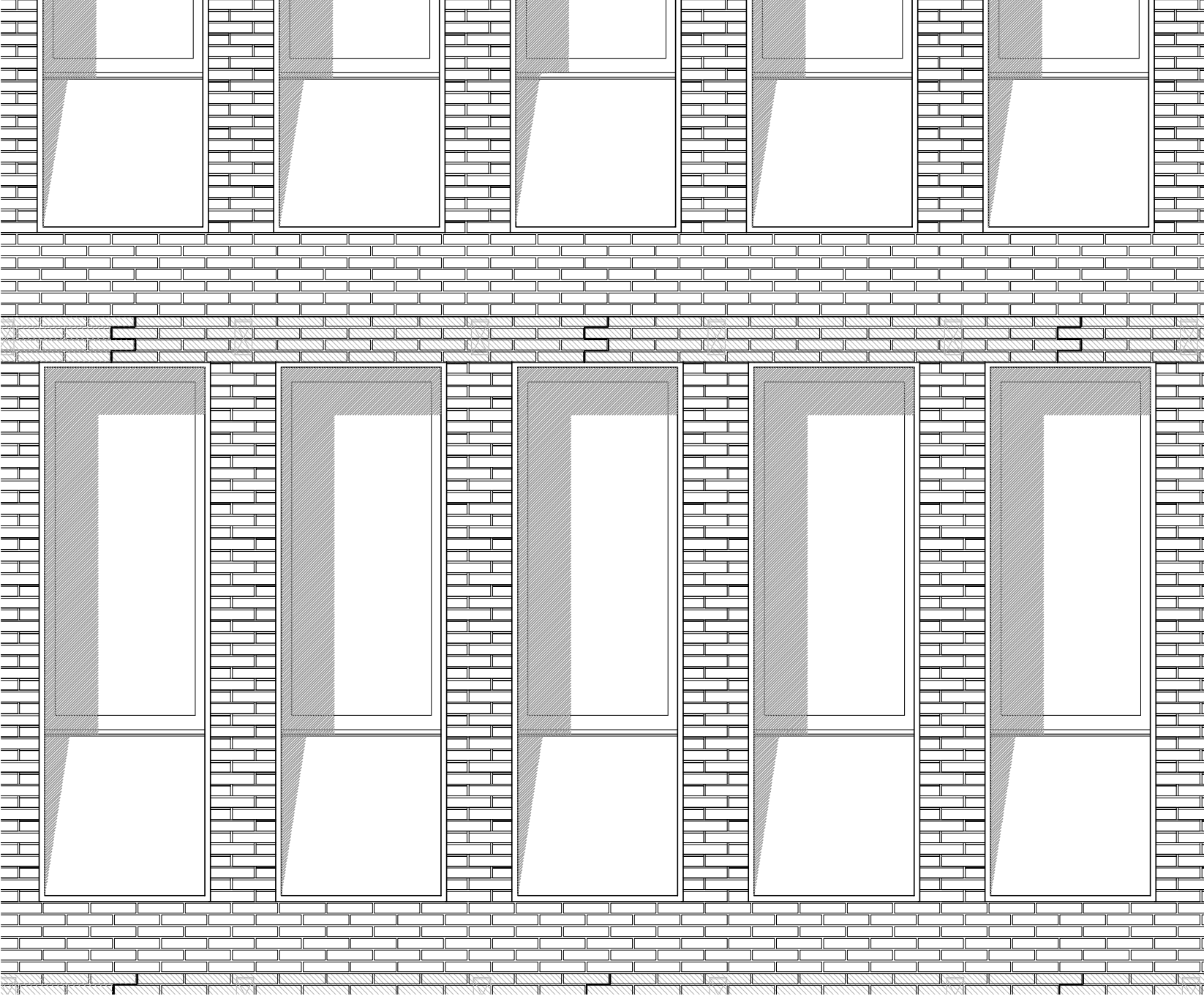
équipés d'instruments de laboratoire de haut niveau nécessaires pour réaliser toutes les analyses environnementales usuelles. Pour des expertises spécifiques et ponctuelles, les administrations pourront recourir aux services des laboratoires de l'Université et des Centres de Recherche.

La tour, à partir du quatrième étage, est réservée exclusivement à des surfaces de bureau qui sont développées sur les quatre façades autour d'un noyau central qui comporte les escaliers, les ascenseurs ainsi que les locaux sanitaires et techniques des étages respectifs. Un concept simple et efficace. La modulation et les dimensions de la tour sont basés sur une unité de bureau de 17,5 m² permettant un aménagement flexible des plateaux pour répondre aux besoins différenciés des futurs locataires, allant du bureau pour une personne au bureau paysager. Toutes les possibilités sont ouvertes.

Dans l'unique sous-sol de l'immeuble sont aménagés les archives des administrations respectives et un garage pour les voitures de service et de terrain des locataires. Les parkings pour le personnel sont disponibles dans les sous-sols de la Rockhal construits en prévision des besoins des administrations et services de l'État du premier bâtiment administratif.

Le projet est dans sa phase de préparation des documents législatifs qui seront soumis au gouvernement et aux parlementaires pour une prise de décision rapide.

L'architecture et le dessin des façades renouent avec la technologie de la brique qui était pendant longtemps un matériau de construction très prisé, ensuite abandonné au profit de matériaux pré-usinés et de technologies «modernes». Le projet associe tradition et innovation dans un savant jeu de formes et de couleurs pour créer un immeuble qui affirme sa durabilité et son assise.





LE GRAND DÉFI *ENVIRONNEMENT*

Depuis la nuit des temps, les catastrophes naturelles, les maladies et les épidémies, les famines, les déluges et sécheresses ont menacé les sociétés humaines dans leur existence. Et l'Humanité a toujours survécu.

Mais à l'aube du 3^e millénaire, un nouveau danger guette le monde entier. L'environnement est en péril. Les signes sont sans équivoque. Le climat est imprévisible, se réchauffe et perturbe les cycles qui, depuis une éternité, règlent la nature. L'existence même des générations à venir est en jeu. La planète souffre sous le joug impitoyable de l'homme moderne qui exploite et sacrifie la terre à l'autel du progrès, du confort et du profit, sous le prétexte fallacieux de sa liberté inaliénable.

Il est urgent de réagir, de sauver ce qui peut l'être encore. Le grand défi d'aujourd'hui est planétaire. L'Environnement est entré dans la conscience collective. Les déclarations politiques se succèdent, les plus réticents ne peuvent plus se dérober. Tout doit être entrepris. Tous les domaines sont concernés: le transport, la construction, l'industrie, l'agriculture, la vie courante. Le projet de la Cité des Sciences s'inscrit dans cette optique. Les constructions sont soumises à des exigences particulières de durabilité. La qualité des constructions, les matériaux utilisés, les concepts énergétiques mais aussi le suivi à long terme du projet sont des aspects que le Fonds Belval veille à soigner. Un projet d'accompagnement et de recherche initié par l'Université du Luxembourg suivra le développement de la Cité.

L'Administration de l'Environnement et l'Administration de la Gestion de l'Eau, les deux piliers de la structure étatique qui veillent à l'exécution des obligations légales en matière d'Environnement, vont rejoindre Belval. Un lieu qui pendant plus de 100 ans a été exposé aux agressions d'une industrie aussi lourde que polluante, reconverti en un nouvel espace urbain.

C'est un signe, sinon un symbole, que les deux garants de la qualité de notre environnement ont opté pour Belval.

L' Administration de la Ges tion de l'Eau

L'Administration de la Gestion de l'Eau a été créée par la loi du 28 mai 2004 qui définit en détail ses attributions qui s'inscrivent dans le vaste domaine de la protection des eaux.

Par le passé, la gestion des problèmes liés à l'eau - que ce soient les cours d'eaux, le traitement des eaux usées ou la distribution des eaux potables - relevait conjointement des compétences de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture (ASTA), de l'Administration de l'Environnement, de l'Administration des Eaux et Forêts et de l'Administration des Ponts et Chaussées, chacune pour des domaines tout à fait spécifiques.

Cette situation, pour le moins peu rationnelle, fut le résultat d'une démarche qui consistait par le passé à répondre par des mesures ponctuelles et très focalisées à des problèmes spécifiques tout en répartissant les attributions en fonction de l'origine même du problème posé sans autre concept global. Il est évident que cette situation ne fut pas très favorable à une politique globale pourtant nécessaire afin de garantir une bonne efficacité.

Mais face à l'importance toujours croissante du sujet, le gouvernement a pris conscience de la nécessité d'une politique concertée en la matière et a décidé d'attribuer la mission de la gestion de l'eau, sous toutes ses facettes, à un seul organe placé sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur. C'est ainsi que naquit l'Administration de la Gestion de l'Eau par regroupement au sein d'une même administration de tous les services compétents.

La mission de l'Administration de la Gestion de l'Eau intègre parfaitement la directive cadre sur l'eau de l'Union Européenne qui a pour objectif de rétablir dans toutes les eaux de la Communauté Européenne un état satisfaisant pour 2015 au plus tard. Un programme ambitieux qui exige la mise en place d'un réseau international de surveillance de l'état des eaux et la mise en oeuvre de programmes, de mesures et des plans de gestion de l'eau ainsi que toutes les mesures d'accompagnement nécessaires. En effet, elle s'investit dans l'élaboration des bases scientifiques nécessaires à cette opération, que ce soit d'une part, l'établissement de l'inventaire de la qualité des eaux de surface, fleuves, ruisseaux, étangs et lacs, ou d'autre part l'inventaire des rejets dans les milieux aquatiques, souvent source de pollution et de dégradation du milieu écologique. Ceci nécessite des travaux de recherche concernant l'eau et tous les milieux environnants, tout comme l'exécution de travaux de laboratoire dans le domaine des analyses biologiques et chimiques des eaux.

Un second volet tout aussi important concerne le contrôle et la surveillance de l'application des prescriptions légales et réglementaires en matière de protection des ressources hydrologiques. Un vaste problème conflictuel dans la mesure où la protection de l'Environnement et plus particulièrement la protection des eaux implique des intérêts souvent opposés, générant des coûts importants mais aussi des bénéfices juteux. La fraude est une tentation souvent irrésistible. La surveillance exige une vigilance sans faille et permanente.



Un autre aspect notable concerne les cours d'eau, la nécessité de maîtriser les crues et d'éviter ainsi les grandes inondations, conséquences de plus en plus fréquentes des modifications climatiques et du réchauffement de l'atmosphère.

Il s'agit notamment de mettre en oeuvre les mesures correctives et curatives des cours d'eau et d'améliorer ainsi leurs capacités hydrauliques. Il faut procéder à des renaturations pour créer ainsi des bassins de rétention naturels sous forme de zones inondables ou encore de définir des zones non constructibles le long des rivières et ruisseaux aux endroits menacés.

Par ailleurs, l'administration s'occupe également de la gestion de la pêche et assure la conservation et l'amélioration des ressources piscicoles en élaborant un inventaire des populations piscicoles dans les cours d'eau et en procédant à l'alevinage. Elle surveille les activités de pêche en délivrant les autorisations afférentes et gère la pisciculture de

l'État qui produit les souches pour le repeuplement de nos cours d'eau.

Par ailleurs, elle doit assurer une mission de conseil auprès des autorités publiques et des collectivités sur toutes les questions du domaine de l'eau, assurer l'information du public et encourager toutes les initiatives en matière de gestion durable de l'eau.

Ce vaste champs d'actions demande une organisation bien structurée et des services performants. Sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur, l'Administration de la Gestion de l'Eau comporte quatre divisions placées sous l'autorité d'une Direction qui coordonne leurs activités dans l'intérêt d'une approche intégrée de la gestion de l'eau.

La Division de l'Hydrologie agit dans tous les domaines concernant les eaux de surface, ainsi que dans les activités liées à la pêche dans les cours d'eau et les lacs du domaine public.

La Division de la Protection des Eaux intervient dans tous les domaines ayant trait à la gestion de la qualité des eaux de surface.

La Division des Eaux Souterraines et des Eaux Potables s'applique à protéger au mieux cette ressource vitale pour l'homme. Elle assure que les eaux captées ne se dégradent pas durant leur transport, leur stockage et leur distribution aux consommateurs.

La Division du Laboratoire effectue les analyses nécessaires dans le cadre de la surveillance et du contrôle officiel de la qualité des eaux. De par ce fait, elle est l'organe responsable qui permet d'évaluer l'état général de nos eaux.

L'Administration de la Gestion de l'Eau sera l'un des futurs locataires du premier bâtiment administratif qui, forte de ses 108 collaborateurs et collaboratrices, viendra accroître la population active de Belval.



Interview avec:

André Weidenhaupt

Directeur de l'Administration de la Gestion de l'Eau

Quand est-ce que l'Administration de la Gestion de l'Eau a été créée ?

L'Administration de la gestion de l'eau a été créée par la loi du 28 mai 2004 (portant création d'une Administration de la gestion de l'eau).

De combien de collaborateurs votre service dispose-t-il? Quelles sont les qualifications requises ?

A ce stade, l'Administration de la Gestion de l'Eau dispose de 108 collaboratrices et collaborateurs répartis actuellement sur 11 sites à travers le pays. On y retrouve notamment des ingénieurs, juristes, scientifiques, ingénieurs-techniciens, conducteurs, rédacteurs, expéditionnaires administratifs et expéditionnaires techniques, artisans, cantonniers, ouvriers, des employés temporaires impliqués dans différentes études et projets de recherche, ainsi que des stagiaires.

L'Administration de la Gestion de l'Eau poursuit des travaux de recherche dans le domaine de l'eau. Quels sont les projets en cours actuellement ?

Les projets de recherche appliquée dans lesquels l'Administration de la Gestion de l'Eau est impliquée sont réalisés en collaboration avec les acteurs de la Grande-Région, pour ne citer que l'Université du Luxembourg, l'Université de la Sarre, le CRP Gabriel Lippmann et le CRP Henri Tudor. Tandis que la plus grande partie de ces projets sont autofinancés, certains projets bénéficient d'un cofinancement par le biais des programmes « EAU », « SECAL » et « VIVRE » du Fonds National pour la Recherche. Les projets touchent à tous les domaines de la gestion de l'eau et traitent notamment la prévision des crues, l'impact des changements climatiques sur le cycle de l'eau, le devenir des micropolluants dans les eaux souterraines, le développement d'indices de qualité biologique des cours d'eau, la pollution bactériologique des cours d'eau, ...

Quels sont les principaux atouts du site Belval pour votre administration ?

A travers le projet de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, l'Etat entend relancer les

investissements, tant publics que privés et la renaissance des activités socio-économiques dans le Sud du pays sur le site de Belval-Ouest. L'image de marque aspirée par l'Administration de la Gestion de l'Eau qui se veut efficace et dynamique, compétente et proche des citoyens et des acteurs du domaine de l'eau, s'inscrit parfaitement dans le cadre du concept de la reconversion des friches industrielles de Belval. La proximité des institutions universitaires et des infrastructures de recherche, ainsi que celle de l'Administration de l'Environnement conduira à la création d'une masse critique de personnes de formation en sciences et techniques de l'environnement au sens large du terme et engendrera, pour ainsi dire, un effet symbiotique indéniable.

Même si l'Administration de la gestion de l'eau gardera une partie de ses bureaux et ateliers régionaux, une proximité géographique plus élevée sur le site de Belval d'une partie des agents des différentes divisions engendrera des avantages évidents, notamment du point de vue logistique, organisationnel, procédural et administratif.

Il y a absolument lieu d'insister sur le caractère exceptionnel du projet d'un bâtiment administratif pour 4 administrations étatiques sur le site de Belval qui constitue, en fait, la réalisation partielle de la politique de décentralisation du Gouvernement. Dans ce contexte, il paraît évident que les infrastructures et l'aménagement du site doivent être exemplaires et tenir compte tant des besoins de services publics que des critères d'efficacité énergétique et de durabilité de la construction, notamment au niveau des infrastructures sanitaires et de gestion des eaux pluviales.

A Belval seront implantés plusieurs Centres de Recherche Publics. Y a-t-il des synergies entre votre administration et les CRP ?

L'Administration de la Gestion de l'Eau a plusieurs projets de coopération avec les Centres de Recherche Publics Gabriel Lippmann et Henri Tudor moyennant des conventions de collaboration, les deux CRP étant d'ores et déjà à proximité du futur bâtiment administratif de Belval par leurs sites de Belval et d'Esch-Schlassgoart.



L'Administration de l'Environnement

Placée sous la tutelle du Ministre de l'Environnement, l'Administration de l'Environnement a eu, par la loi du 27 novembre 1980, la mission d'assurer la protection de l'environnement en vue d'une meilleure qualité de vie pour l'homme dans son milieu naturel.

La création de cette administration témoigne de la prise de conscience collective des valeurs écologiques et des dangers auxquels la nature était exposée. C'était l'époque des mouvements verts résurgents des grands débats philosophiques et politiques de l'après '68 qui fut la dernière révolution sociale à portée internationale, sinon mondiale.

Depuis trente ans, l'Administration de l'Environnement a fait ses preuves et a contribué dans une grande mesure à poser les bases dans notre pays d'une gestion de l'environnement durable et efficace qui tente de faire cohabiter nature et économie.

L'Administration de l'Environnement est en charge de cette action. Sa mission est axée sur la prévention de la pollution de l'environnement et des milieux naturels provenant des activités humaines, que ce soient les activités industrielles, le transport, la vie communautaire et privée des citoyens. Une mission difficile dans la mesure où elle est souvent chargée de conflits d'intérêts importants. Pour pouvoir répondre, l'Administration de l'Environnement a dû se pourvoir de compétences nécessaires ainsi que de moyens adéquats. Elle est organisée en trois divisions sous l'autorité d'une direction qui coordonne leurs activités et gère les relations avec le ministère de tutelle. Les trois divisions, la Division Air/Bruit, la Division des Déchets et la Division des Établissements classés, couvrent chacune un des domaines d'activités de l'administration.

La Division Air/Bruit signe, pour sa part, responsable pour la transposition de la politique de la sauvegarde du milieu atmosphérique et de l'environnement de vie de l'homme. Cette prévention comporte deux volets particuliers, tout d'abord la prévention de la pollution de l'air, ensuite la prévention des nuisances acoustiques. La pureté de l'air, respectivement, de l'atmosphère, est essentielle à l'intégrité et à l'équilibre du climat, condition indispensable à la pérennité écologique de notre planète. Nul besoin de rappeler les innombrables soubresauts de la nature et cataclysmes naturels toujours plus fréquents qui viennent défrayer la chronique pour comprendre l'importance de la prévention de la pollution atmosphérique. Les émissions acoustiques, bruits de moteurs, trains, avions, engins de chantier, posent un réel problème de santé publique et de qualité de vie. Surtout en milieu urbain, dans les agglomérations à forte densité ou encore en milieu industriel, l'impact



des émissions acoustiques dépasse les niveaux que l'on peut considérer comme inoffensifs. De nombreuses pathologies en sont la conséquence : surmenage, nervosité excessive, insomnies chroniques pour ne citer que quelques exemples. Cette tendance va croissante avec la densification des cités urbaines et l'intensification des activités industrielles, avec l'augmentation de la circulation, avec la croissance économique. Il faut donc agir pour réduire toutes les nuisances et garantir un environnement de qualité.

La Division des Déchets assure la gestion des déchets industriels et ménagers produits dans notre pays. Le but de cette

gestion est l'amélioration des conditions fondamentales d'assainissement et de traitement des déchets et la réduction des déchets produits. Ceci exige la mise en oeuvre d'un catalogue de mesures qui visent et permettent une prévention efficace, assurent le recyclage et la transformation des déchets produits et créent des conditions optimales pour le stockage des résidus. Un concept cohérent est nécessaire, une stratégie est indispensable pour le tri de ces déchets, leur ramassage, leur transport et leur traitement ainsi que le dépôt, le tout en fonction de la géographie de notre pays. Mais le succès d'une pareille entreprise ne peut être garanti que si elle est accompagnée d'une vaste campagne de sensibilisation

et d'information touchant l'ensemble de la population et renforcée par un contrôle efficace et bien structuré.

La Division des Etablissements classés, troisième pilier de l'administration, est essentiellement en charge de l'application et de l'exécution de la loi concernant les établissements classés. Il s'agit de la fameuse procédure d'autorisation commodo-incommodo qui depuis son vote a fait couler beaucoup d'encre. La procédure commodo-incommodo est l'un des outils majeurs dans la stratégie de la protection de l'environnement. Elle comporte deux volets particuliers: le premier concernant la sécurité des travailleurs, des occupants et des riverains, le second concernant la protection de l'environnement. Les origines de la procédure commodo-incommodo remontent à la fin du 19^e siècle. À cette époque, il s'agissait, avant tout, de veiller à de meilleures conditions de sécurité pour les ouvriers dans les usines et dans les mines, principales activités industrielles dans notre pays. Les premières réglementations, lois et normes conditionnant l'utilisation de certaines machines, outils ou encore des méthodes industrielles qui venaient conquérir le monde du travail ont été élaborées. Par la suite, cette approche a été élargie à d'autres domaines, jusqu'à se

généraliser pour toutes les activités professionnelles. Au cours des années 70 du siècle dernier, les aspects environnementaux sont venus s'ajouter aux seules réflexions de sécurité. Avec la prise de conscience des dangers environnementaux provenant des activités industrielles, le volet environnemental de la procédure a pris une importance toujours croissante.

La loi du 10 juin 1999 est l'aboutissement de ce développement. Elle consacre les objectifs qui sont au nombre de trois. Tout d'abord prévenir et réduire les pollutions provenant des activités industrielles et professionnelles, assurer la sécurité du public et des travailleurs, promouvoir le développement durable. Ces objectifs sont ambitieux et exigent une parfaite maîtrise de la procédure. Ceci est d'autant plus vrai que deux administrations sont compétentes en la matière, d'une part l'Inspection du Travail et des Mines en ce qui concerne les aspects de sécurité et l'Administration de l'Environnement pour les aspects écologiques. La Division des Etablissements classés traite donc tous les dossiers d'autorisation et assure, par ailleurs, la coordination du dossier d'autorisation. Une charge de travail importante, 1.500 dossiers d'autorisation sont traités annuellement.



Interview avec:

Robert Schmit

Directeur de l'Administration de l'Environnement

De combien de collaborateurs l'Administration de l'Environnement dispose-t-elle ?

L'effectif en personnel de l'Administration de l'Environnement se compose de 15 agents de la carrière supérieure de l'ingénieur, respectivement, de la carrière de l'attaché de direction et de 34 agents de la carrière moyenne de l'ingénieur technicien, voire de la carrière du rédacteur. Au total, le nombre des effectifs de l'administration s'élève actuellement à 91 personnes.

L'Administration de l'Environnement poursuit des travaux de recherche dans le domaine de l'environnement. Quels sont les projets en cours ?

Les travaux de recherche de l'Administration de l'Environnement sont principalement orientés selon deux axes, à savoir: 1. la détermination et l'application de techniques et de modalités de gestion en vue d'une meilleure protection de l'environnement; 2. la détermination de la qualité de l'environnement. Ces travaux ont toujours un aspect pratique. Notre administration ne poursuit pas de projets de recherche fondamentale. Quelques exemples de projets en cours pour la deuxième catégorie:

- détermination de la qualité du sol en vue de mettre en place un système de monitoring sur l'évolution de la qualité du sol;
- recherche des sites contaminés ou potentiellement contaminés au Luxembourg et mise en place d'un cadastre pour ces sites;
- établissement d'une cartographie du bruit dans certaines zones sensibles (grands axes routiers, voies ferroviaires, aéroport) en vue de l'établissement de plans d'actions pour une meilleure protection de la population;
- inventaires des sources d'émissions de pollution de l'air au niveau de la ville de Luxembourg et modélisation de l'impact de diverses mesures correctives sur le niveau de pollution.

Quels sont les principaux atouts du site Belval pour votre administration ?

De par ses missions, l'Administration de l'Environnement est directement concernée par l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. En ce sens, la reconversion de l'ancien site industriel de Belval constitue une gestion responsable de l'espace pour la création de nouveaux sites urbains. La présence de l'Administration de l'Environnement sur ce site devrait souligner l'aspect

environnemental global que représente la reconversion de Belval. La construction du bâtiment administratif de Belval devrait contribuer à une décongestion des voies d'accès vers la ville de Luxembourg au cours des heures de pointe. Ceci constitue également un avantage environnemental. Pour le personnel, il est supposé que l'utilisation des transports publics pourra être renforcée du fait de la proximité de la gare ferroviaire. Finalement, le site de Belval constitue une opportunité pour disposer définitivement de locaux suffisants et réalisés en tenant compte de considérations environnementales.

A Belval seront implantés plusieurs Centres de Recherche Publics. Y a-t-il des synergies entre votre administration et les CRP ?

En effet, notre administration coopère pour de nombreux projets avec le Centre des Ressources et Technologies de l'Environnement (CRTE) qui fonctionne sous la tutelle du CRP Henri Tudor. Il faut rappeler que le CRTE a sa base légale dans la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés qui constitue un des instruments légaux essentiels pour notre administration.

La proximité de l'Université à Belval représente-t-elle pour vous une opportunité pour une coopération plus intense ?

L'Université propose des formations en énergie et environnement. Il faut s'attendre à ce que la mise en place des infrastructures de l'Université du Luxembourg sur le site de Belval et, dès lors, sa proximité avec l'Administration de l'environnement créent de nouvelles opportunités pour une collaboration dans le domaine de l'environnement.

Ces deux institutions pourraient tirer un profit mutuel de la présence de l'autre:

L'Administration de l'Environnement pourrait fournir à l'Université un savoir-faire considérable dans différents domaines de la protection de l'environnement (p. ex. dans le domaine de la gestion des déchets, de l'assainissement des sites contaminés ou encore dans le droit environnemental).

D'un autre côté, des étudiants pourraient être accueillis en tant que stagiaires auprès de l'Administration de l'Environnement. Le cas échéant, certains projets de recherche pourraient également être réalisés en coopération avec ces deux institutions.



Chantiers et Environnement

La SUPERDRECKSKESCHT est une initiative du Ministère de l'Environnement qui, au fil du temps, est devenue très populaire. Si au départ elle avait une vocation de sensibilisation éducative orientée vers un vaste public, elle s'est spécialisée dans divers domaines.

Aujourd'hui, elle touche également le monde de l'entreprise. Dans le cadre du plan national des déchets et du plan national pour un développement durable, on favorise la mise en place d'une gestion écologique préservant l'énergie et les ressources. Tel est également l'objectif de la SuperDrecksKëscht® fir Betriber, créée en 1993 par le Ministère de l'Environnement et la Chambre des Métiers, qui aide les entreprises à mettre en place une gestion écologique des déchets.

Les chantiers sont de grands producteurs de déchets. Matériaux de démolitions, chutes et emballages, autant de débris plus ou moins polluants qui exigent un conditionnement particulier. Si par le passé, il y a à peine 20 ans, la gestion des déchets était un terme exotique et une pratique encore plus excentrique, de nos jours elle est devenue une partie intégrante de la gestion normale d'un chantier. Même si les différentes lois et règlements instaurés ont eu un effet non négligeable, l'action coordonnée des organisations professionnelles, du Ministère de l'Environnement et de l'Administration de l'Environnement assistés par l'Inspection du Travail et des Mines, a été déterminante dans ce succès.

La SuperDrecksKëscht® fir Betriber est un concept global qui responsabilise le maître de l'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et les entreprises dans un souci commun d'assurer la salubrité et une gestion des chantiers qui vise la prévention efficace, la gestion judicieuse et l'élimination des déchets impliquant l'impact le moins polluant possible.

La prévention des déchets est probablement le volet le plus important mais, par ailleurs, le plus difficilement maîtrisable dans la mesure où les emballages

constituent le plus grand volume des déchets produits. Les emballages aussi différents que nombreux font partie intégrante des livraisons et échappent donc à la maîtrise locale. On ne peut, dès lors, pas éviter tous les déchets, faut-il encore les conditionner pour les éliminer de la meilleure façon possible.

La diversité des déchets, bois, papiers, métaux de toutes sortes, laine de verre et de roche, polyuréthanes, plastics, toutes ces substances qui envahissent les chantiers, exigent des traitements différents. Certains de ces produits sont recyclables, d'autres non. Les uns présentent un danger pour l'Environnement et les humains, les métaux lourds, les solvants, les hydrocarbures, certains sont biodégradables, le papier, le bois, les textiles à fibres naturelles, d'autres encore sont indestructibles, les produits synthétiques par exemple.

La gestion de ces déchets doit devenir une partie intégrante et indissociable de l'acte de construire. La collecte et le tri sélectif sont indispensables au traitement efficace des déchets qui intègre le recyclage des matériaux, le conditionnement des substances dangereuses et l'élimination des résidus. Il est entendu que ceci occasionne des frais non négligeables, frais souvent qualifiés de frais «supplémentaires», question de point de vue et de mentalité. En réalité, les coûts du traitement des déchets sont des frais directement liés à la production tout comme les coûts du transport, du stockage, et autres charges financières que plus personne ne viendrait à considérer comme des coûts supplémentaires. Ce coût doit être supporté par le pollueur qui en l'occurrence est le maître de l'ouvrage. C'est le principe du «pollueur - payeur». L'engagement du maître de l'ouvrage est donc indispensable.

Deux approches sont possibles. Ou bien laisser, comme par le passé, l'élimination des déchets à l'initiative des entreprises avec des résultats plus ou moins concluants. Ou bien prendre en charge la gestion des déchets tout en impliquant

SUPERDRECKSKËSCHT



les entreprises dans un concept et une opération cohérente sous la responsabilité du maître de l'ouvrage. Cette dernière approche semble la plus efficace. Elle garantit une transparence et un contrôle aisé et finalement le résultat espéré. Par contre, elle exige de mettre en place une logistique adéquate et bien rodée. L'organisation de la collecte des déchets et du tri doit être assurée sur le site et surveillée en permanence. Le recyclage des matériaux réutilisables et l'élimination correcte des résidus doivent être gérés. Ceci suppose la mise en place de contrats appropriés.

Les entreprises, quant à elles, doivent être obligées lors de la signature du contrat à déposer régulièrement tous les déchets produits sur chantier. Une entreprise compétente doit s'occuper du tri et du conditionnement pour le recyclage et l'élimination.

Le Fonds Belval s'est volontairement engagé dans cette voie. Ainsi, dans le cadre des travaux de démantèlement des hauts fourneaux, tous les matériaux sont soit recyclés - les aciers sont fondus dans les fours électriques, les bétons sont concassés et réutilisés comme fonds de

coffres et matériaux de remblaiement - soit conditionnés (les moteurs, câbles, tuyauteries ou matériaux d'isolation p. ex.), pour être réutilisés ou éliminés dans les conditions requises en fonction de leur nature. Au-delà des obligations légales et réglementaires, cette approche s'impose non seulement pour des raisons environnementales, mais le cas échéant, présentent un réel intérêt financier. Les ferrailles sont actuellement une matière première très recherchée, le cuivre un vrai trésor. La vente des mitrilles des hauts fourneaux qui sont déposées rapporte plus de 2.200.000 €.

Mais ce n'est pas la règle. Pour les autres chantiers, la situation se présente bien différemment. Les déchets qui sont produits par les chantiers ne sont, en général, que très peu négociables, bien au contraire. Leur conditionnement et leur élimination impliquent un coût non négligeable. Il faut compter environ 0,15% du coût de l'investissement. Mais ce coût direct se situe largement en dessous des coûts indirects qui seraient nécessaires pour éliminer les conséquences catastrophiques, à long terme, provenant des pollutions que les déchets non-traités occasionnent.

Les hauts fourneaux de Belval sont promis à un nouvel avenir dans un contexte nouveau. L'usine fait place à la Cité des Sciences. L'outil devient monument.

Les grands travaux pour la conservation des hauts fourneaux avancent. Entamés au mois de janvier 2007, ils dureront plus de 18 mois. Une oeuvre de titan, qui exige des hommes, des femmes et des machines à la hauteur de l'épreuve, difficile, dangereuse, éprouvante.

Une telle opération ne se fait pas sans douleur. Les interventions sont invasives, chirurgicales. En guise de bistouris, des marteaux-piqueurs, des chalumeaux, des ciseaux, des pelles mécaniques et autres engins monstrueux qui sont à la taille des patients.

Ce qui semble destructeur, apocalyptique, est en réalité une cure profonde pour guérir les hauts fourneaux des pathologies fatales de l'âge auxquelles mêmes ces monstres de la sidérurgie ne peuvent échapper.

Le renouveau et la sauvegarde des vestiges de l'industrie, bien plus fragiles qu'il ne paraît, passe nécessairement par ce traitement qui apporte les remèdes au vieillissement et à une décrépitude certaine et irrémédiable.

i m a g e s e t i m p r e s s i o n s

apocalypse et renouveau



Les hauts fourneaux de Belval seront au centre de la Cité des Sciences pour en devenir l'emblème indéfectible. Le passé et le futur se confondent dans une nouvelle réalité, dans un lieu social, dans la ville. Outils du passé avec leur lourd héritage, ils doivent être adaptés à ce nouveau milieu qui sera le leur, être dégrossis pour faire peau neuve sans nier leurs origines, garder leur essence. Mais ils doivent faire place aux activités nouvelles des hommes et des femmes qui vont travailler, habiter, vivre à Belval, sans cependant disparaître.

Une opération aussi difficile que gigantesque. Un travail dangereux dévolu à des hommes expérimentés. Un travail qui exige méthode et rigueur, une vigilance de tous les instants, un savoir-faire sans faille. Rien ne peut être laissé au hasard, l'improvisation est exclue. Chaque geste doit être réfléchi, mesuré. La sécurité est la première des priorités. Car l'accident guette à tout moment, partout. Un moment d'inattention et c'est le drame.

Les travaux avancent à un rythme pondéré constant et efficace. Les espaces finissent par se libérer. De nouvelles perspectives s'ouvrent timidement et dégagent des vues encore hésitantes sur ce que sera le centre de la nouvelle ville.



Les chalumeaux coupent en pièces, à grands jets d'acier incandescent, les tôles et poutres métalliques qui vont être recyclées dans les fours électriques dans l'usine de Belval. Un travail de fourmis qui exige patience, assiduité et constance. Un travail qui fatigue l'homme. La chaleur intense, les fumées nocives, les poussières fines, le bruit infernal agressent son corps protégé par une armure qui semble futile.

Pas moins de 11.000 tonnes d'acier seront ainsi abattues, coupées, refondues, traitées et anoblies pour devenir à nouveau des matériaux de haute qualité destinés à la construction.

Les grands profilés d'acier sortant des laminoirs là-bas, pas loin d'ici, pour être exportés dans le monde entier, sauront-ils leur origine?



Les ouvrages en béton gigantesques, socles, fondations, ouvrages industriels à la démesure de l'usine, devront faire place à la ville qui est en train de naître. Les bétons sont broyés aux ciseaux mécaniques, ces énormes pinces aux allures préhistoriques, puis délivrés de leurs armatures pour être réutilisés dans les nouvelles constructions. Le recyclage, incontournable dans le développement durable, est la stratégie d'une gestion responsable des ressources de la terre qui ne sont pas sans limites, mais le seul capital de l'avenir. Le gaspillage qui a caractérisé la société de consommation a abouti dans l'impasse de l'implosion du système.

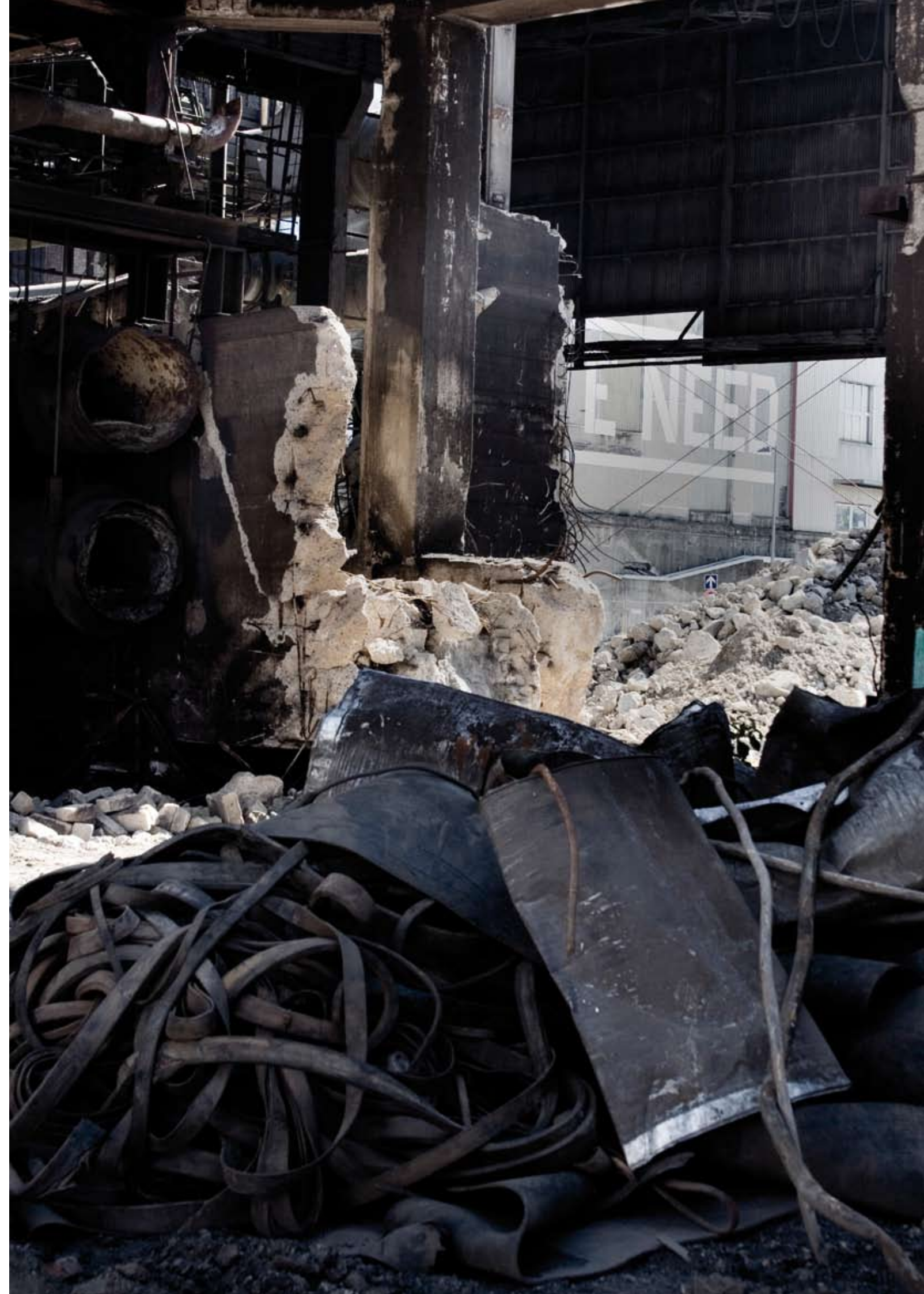




Après la dernière coulée en 1997, au mois d'août, le 28^e jour, les hauts fourneaux de Belval, abandonnés à leur triste sort même par ceux qui les asservirent à leurs profits, dépérissaient lentement au fil du temps, une agonie douloureuse qui dura plus de six années avant que l'on ne s'occupe réellement de leur destinée.

Un avenir brillant leur est promis, témoins de la culture dans un nouveau monde qui remplace le passé, culture lorsque l'on aura oublié ce qui était, ils seront aussi le lieu d'un nouveau développement pour les générations à venir. Un projet durable.

ALL WE NEED ?





LA GALERIE SCHLASSGOART : Une valeur sûre dans le paysage culturel de la ville d'Esch

Implantée dans le centre administratif d'ArcelorMittal, rue de Luxembourg, la Galerie Schlassgoart est devenue un lieu incontournable pour tous ceux qui s'intéressent à la création artistique moderne et contemporaine. Le lieu dénommé Schlassgoart rappelle l'ancien château des seigneurs d'Esch qui se trouvait à cet endroit où logeaient également, pendant un certain temps, les familles des industriels Léon Metz et Hubert Muller-Tesch. Délabré, le château fut démoli en 1956, les dépendances en 1973 - à l'exception de la tour Berwart -, pour faire place à un premier bâtiment administratif de l'ARBED. Vers 1990, la société organisa un concours international d'architecture en vue d'un projet d'extension de l'immeuble. C'est l'architecte Gottfried Böhm qui a remporté le concours. En 1995 il a reçu le Prix Européen de la Construction Métallique pour le bâtiment du domaine Schlassgoart.

La création d'une Galerie d'Art n'était point prévue dans le projet de construction du nouveau bâtiment. L'idée est née en cours de développement du projet qui était essentiellement un immeuble de bureaux en acier et verre, non accessible au public. Le projet avait néanmoins la particularité de relier le nouvel immeuble à l'ancien bâtiment et à la tour Berwart, restée en place, moyennant deux rampes couvertes. Cette galerie ainsi

créée, partiellement vitrée et reprenant les couleurs de la minette et de l'acier, formait deux espaces vides de part et d'autre de l'entrée installée dans la tour.

C'est Jean-Paul Raus, chef du Service Information et Relations extérieures de l'ARBED qui a vu l'opportunité de donner une fonction comme lieu d'exposition à cette galerie. Vivement soutenue par Joseph Kinsch, le président du groupe industriel à l'époque, cette idée a abouti en février 1994 avec la création de l'asbl Galerie Schlassgoart par les sociétés ARBED s.a., Immobilière Schlassgoart s.a. et ProfilARBED s.a. Jean-Paul Raus a été nommé directeur de la Galerie d'Art.

La Galerie Schlassgoart a ouvert ses portes le 28 juin 1994, le jour de l'inauguration officielle du nouveau bâtiment administratif de l'ARBED. La première exposition était consacrée aux sculptures de l'artiste eschois Jeannot Bewing, doyen de la sculpture en acier au Luxembourg, et de la jeune artiste Danielle Wagner.

Les principaux objectifs de la Galerie Schlassgoart consistent à créer, sur la base de manifestations culturelles, un lien entre l'industrie sidérurgique et ses différents publics et à promouvoir l'art moderne et contemporain. La Galerie privilégie - le cadre oblige - la création

liée directement ou indirectement à la métallurgie. La sculpture en acier y occupe évidemment une place importante. Pour la sculpture, l'espace aux alentours du bâtiment, agréablement aménagé en parc, offre un lieu supplémentaire d'exposition en plein air.

Depuis son ouverture, la Galerie a organisé plus de 70 expositions individuelles et collectives présentant des œuvres d'artistes nationaux et internationaux, sculpteurs, peintres, photographes. 22 Luxembourgeois(es) ont exposé au Schlassgoart, e.a. Nico Thurm, Roger Bertemes, Fernand Roda, Liliane Heidelberger, Moritz Ney, Dani Neumann, Pit Nicolas. Parmi les artistes internationaux, il faut mentionner Bernd & Hilla Becher, photographes mondialement célèbres pour leurs séries de typologies industrielles. Récemment, on a pu découvrir dans la Galerie des peintures de l'artiste Michael Kravagna et des sculptures de Susanne Specht et Patrick Ripp. Pour chaque exposition, la Galerie édite un catalogue d'une très belle qualité. En feuilletant le programme d'expositions au cours des années, on constate une très nette tendance vers l'art abstrait, art concret, structuré, souvent géométrique, et un choix judicieux d'artistes confirmés, parfois aussi de jeunes talents.

En septembre 2007, la Galerie Schlassgoart organise une rétrospective avec des œuvres de 25 artistes luxembourgeois(es) auxquels la Galerie a dédié des expositions individuelles.

Au début de l'année prochaine, la Galerie quittera ses locaux emblématiques pour s'installer dans le Pavillon du Centenaire dans le nouveau quartier en devenir, Nonnewisen. Pour marquer le moment de transition, la Galerie organisera une rétrospective du peintre-graveur Roger Bertemes qui aura lieu parallèlement dans l'actuelle Galerie Schlassgoart et dans le Pavillon du Centenaire.

En 1997 a été créée l'asbl « Les Amis de la Galerie Schlassgoart » dont le premier président était Norbert Theisen. L'asbl qui compte approximativement 200 membres soutient les activités de la Galerie et, est actuellement présidée par Jean-Claude Lecomte.

Direction :
J.P. Raus, tél. ++352/4792-2370, fax ++352/4792-2658

Prochainement à la Galerie Schlassgoart

21 septembre - 26 octobre 2007

Exposition «25 artistes luxembourgeois»

Cette exposition d'œuvres récentes présentera des travaux d'artistes luxembourgeois(es) ayant exposé à la Galerie Schlassgoart depuis 1994 : Jeannot Bewing, Danielle Wagner, Marc Theis, Nico Thurm, Fernand Roda, Jean Leyder, Sergio Sardelli, Patrick Ripp, Will Lofy, Tora, Liliane Heidelberger, Roger Molitor, Raymond Weiland, Marc Henri Reckinger, Roger Bertemes, Liz Prüssen, Roland Junck, Pit Nicolas, Romain Urhausen, Moritz Ney, Rafael Springer, Dani Neumann. Sont invités à titre de résidents frontaliers : Robert Viola et Laurent Nunziati ; Françoise Maas-Meeus exposera à titre de membre dans la collection de la Galerie.

Début novembre 2007 jusqu'à fin janvier 2008

Exposition rétrospective Roger Bertemes

La Galerie Schlassgoart rend hommage à un artiste qui compte parmi les plus importants au Luxembourg : le peintre-graveur Roger Bertemes, né en 1927 dans l'Oesling et décédé en 2006. Roger Bertemes a légué une œuvre très riche qui a fait l'objet de nombreuses expositions. Il a reçu plusieurs prix : le prix Grand Duc Adolphe en 1952, un prix à la Biennale de la gravure à Buenos Aires en 1969 et le prix Pierre Werner en 1992.

GALERIE SCHLASSGOART
Centre ArcelorMittal
66, rue de Luxembourg
L-4009 Esch/Alzette



Jean-Paul Raus, directeur de la Galerie Schlassgoart et Nic Weber lors d'un vernissage

moleskine

carnet culturel

Les Centenaires du bassin minier



Après Esch-sur-Alzette qui a fêté le centenaire de son statut de ville en 2006, cette année, c'est le tour des autres cités industrielles, à savoir Differdange, Dudelange et Rumelange. Le 4 août 1907, Guillaume IV, Grand-Duc de Luxembourg, confère le titre de ville aux trois localités du bassin minier et à la localité d'Ettelbruck.

Les festivités de centenaire proposent une très grande variété de manifestations, susceptibles d'intéresser un large public : activités sportives et culturelles, fêtes populaires, édition de timbres postaux, aménagements en vue de l'embellissement des villes, etc.

Signalons, comme œuvre particulière, un concert en commun des Harmonies des quatre villes fêtant leur centenaire en 2007 au Centre sportif à Differdange le 20 janvier 2008.

Parmi les nombreuses initiatives, nous en avons repéré quelques-unes :

DIFFERDANGE

Du 4 août 2007 à fin avril 2008

Galerie en plein air

Seize photos d'époque, super dimensionnées, à travers toute la ville de Differdange.

Du 24 au 30 septembre 2007

Exposition des villes jumelées

Ahl en Allemagne, Chaves au Portugal, Fiuminata en Italie, Longwy en France et Waterloo en Belgique, au Centre Marcel Noppeney

Plantations du Centenaire - Differdange - ville verte

Pendant la période du centenaire, 2007 plantes (arbres, haies,...) seront plantées sur le territoire communal. Sur demande chaque ménage differdangeois reçoit gratuitement 4 plantes grimpantes ou un arbre fruitier au choix afin de le(s) planter sur sa propriété à Differdange.

DUDELANGE

6 et 7 octobre 2007

Fêtes des cultures

ancienne aciérie de Dudelange

World, folk, folklore - les cultures du monde se donnent rendez-vous à Dudelange : performances musicales et folkloriques en provenance de plusieurs pays et régions du monde, spécialités culinaires, boissons exotiques et produits du monde.

RUMELANGE

14 au 30 septembre 2007

«100 Joer Stad Rëmeleng»

exposition au Centre culturel

3 au 11 novembre 2007

« 4 artistes de Rumelange :

Félix Corrent, Albert Hames, Emile Kirscht, Foni Tissen »

exposition au Centre culturel



Toutes les informations sur les programmes des centenaires sont disponibles sur Internet : www.differdange.lu, www.dudelange.lu, www.rumelange.lu

© **Le Fonds Belval**

Rédaction et conception graphique : Le Fonds Belval

Photos : Véronique Fixmer, Patrick Jung

Cartes postales: Collection Bibliothèque Nationale, Collection Archives de la Ville d'Esch/Alzette

Images: Atelier d'Architecture et de Design Jim Clemes, Bruck & Weckerle, www+ Architektur und Management ; plan d'implantation de lanternes: publication Al-Esch, Déclin et Renaissance du Vieil-Esch

Image cover : Plan du cadastre

Impression : Imprimerie Kremer-Müller, & Cie. Foetz

Luxembourg, septembre 2007

ISSN 1729-5319

Le Magazine du Fonds Belval s'adresse à toute personne intéressée et peut être commandé individuellement ou en abonnement auprès de:

LE FONDS BELVAL

6, avenue des Hauts Fourneaux
L-4362 Esch-sur-Alzette

Tél.: + 352 26 840-1
Fax: + 352 26 840-300
Email : fb@fonds-belval.lu
www.fonds-belval.lu

L'Université rend visite à Belval



Une bonne centaine de personnes avait répondu à l'invitation lancée par M. Rolf Tarrach, recteur de l'Université du Luxembourg, Lydia Mutsch, bourgmestre d'Esch-sur-Alzette, Etienne Reuter, président de la société Agora et Germain Dondelinger, président du Fonds Belval pour visiter le futur site d'implantation de l'Université du Luxembourg à Belval. Parmi les invités figuraient l'ambassadeur des Pays-Bas, le bourgmestre de Sanem, le personnel de l'Université et quelques étudiants, mais aussi Fernand Reinig, administrateur directeur du CRP Gabriel Lippmann et Muriel Hoffman, responsable de la communication interne de la RBC-Dexia, ces deux derniers représentant les premiers institutions déjà établies sur le site.

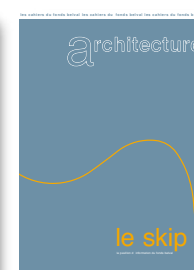
C'est sous le slogan « seizing the unique opportunity for innovative creativity », énoncé par Rolf Tarrach, que quatre interlocuteurs ont donné une série d'informations sur le futur site de l'Université avant de faire une visite guidée sur les lieux. La présentation se terminait dans la Halle des Soufflantes, où les invités ont pu découvrir la maquette de la Maison du Savoir et les projets ayant participé au concours pour le premier bâtiment de l'Université à Belval. Après le discours du Ministre de l'Enseignement Supérieur, M. François Biltgen qui a confirmé que Belval « est le meilleur endroit pour installer le triangle de l'enseignement, de la recherche et de l'économie », la Ville d'Esch et l'Université ont invité à un pot d'amitié.

Source: newsletter de l'Université du Luxembourg

Les éditions

Le Fonds Belval a choisi de documenter le développement de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation tout au long de son devenir. Pour cela il a créé les Cahiers Concept, Projet et Architecture, éditions qui documentent l'évolution de ce projet qui marquera le début de ce siècle et l'avenir de la région Sud du pays.

Toutes les publications peuvent être commandées auprès du :



Fonds Belval

6 avenue des Hauts Fourneaux
L-4362 Esch-sur-Alzette
tél: + 352 26 840-1 fax: + 352 26 840-300
e-mail: fb@fonds-belval.lu